

F. 2001 — 2311

[S - C - 2001/29327]

19 JUILLET 2001. — Décret portant confirmation des socles de compétences visées à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et organisant une procédure de dérogation limitée (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Confirmation des socles de compétences*

Article 1^{er}. Les socles de compétences en français repris en annexe 1 sont confirmés conformément à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 2. Les socles de compétences en formation mathématique repris en annexe 2 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 3. Les socles de compétences en éveil-initiation scientifique repris en annexe 3 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 4. Les socles de compétences en langues modernes repris en annexe 4 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 5. Les socles de compétences en éducation physique repris en annexe 5 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 6. Les socles de compétences en éducation par la technologie repris en annexe 6 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 7. Les socles de compétences en éducation artistique repris en annexe 7 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

Art. 8. Les socles de compétences en éveil-formation historique et géographique comprenant la formation à la vie sociale et économique repris en annexe 8 sont confirmés conformément à l'article 16 du même décret.

CHAPITRE II. — *Procédure de dérogation limitée*

Art. 9. Tout pouvoir organisateur organisant un enseignement subventionné par la Communauté française peut introduire une demande de dérogation aux modes d'apprentissage décrits dans les socles de compétences confirmés au chapitre 1^{er} aux conditions et selon la procédure définies au présent chapitre.

Art. 10. Aucune dérogation ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la cohérence du système éducatif, tel qu'il résulte de la mise en œuvre des principes constitutionnels en matière d'enseignement.

Elle ne peut notamment avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'enseignement, au contenu de base ou à l'équivalence des diplômes et certificats ou encore de restreindre la liberté des parents de changer leur enfant d'école l'année scolaire suivante.

Aucune dérogation ne peut être accordée à un pouvoir organisateur dont le projet n'aurait pas pour effet de garantir les droits et libertés consacrés dans la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

Art. 11. § 1^{er}. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur :

1° indique les modes d'apprentissage décrits dans les socles de compétences dont il estime la définition trop contraignante pour lui laisser une latitude suffisante pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique, en motivant en quoi chaque mode d'apprentissage restreint cette mise en œuvre;

2° décrit les modes d'apprentissage alternatifs qu'il entend mettre en œuvre;

3° justifie comment le remplacement qu'il opère respecte les conditions énoncées à l'article 10.

§ 2. La demande de dérogation précise les références exactes des suppressions et des insertions demandées. Une copie du projet pédagogique est jointe à la demande.

Sous peine d'être irrecevable, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites, par lettre recommandée à la poste, auprès du Gouvernement, au plus tard dix mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle elle doit entrer en vigueur.

Art. 12. § 1^{er}. il est créé une commission chargée de donner un avis au Gouvernement sur les demandes de dérogation.

Cette commission comprend :

1° le directeur général de l'enseignement obligatoire, ou son délégué, qui préside la commission;

2° le fonctionnaire général dirigeant le service général des Affaires générales, de la Recherche en éducation et du Pilotage interréseaux;

3° cinq membres de l'Inspection, à raison d'un pour le niveau maternel, de deux pour le niveau primaire et de deux pour le niveau secondaire, désignés par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspection générale;

4° le président et le vice-président du Conseil général de l'enseignement fondamental, sauf si l'un de ceux-ci est déjà membre de la commission à un autre titre auquel cas ledit Conseil général désigne un autre de ses membres;

5° le président et le vice-président du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, sauf si l'un de ceux-ci est déjà membre de la commission à un autre titre auquel cas ledit Conseil général désigne un autre de ses membres;

6° deux à quatre experts universitaires ou de hautes écoles en pédagogie désignés par le Gouvernement;

7° deux représentants du Gouvernement siégeant avec voix consultative.

Le mandat des membres de la commission est gratuit.

La commission est convoquée par le président. La convocation contient l'ordre du jour.

La commission ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents. L'avis est émis à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Pour ce qui concerne les autres modalités de fonctionnement, la commission fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au Gouvernement.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la commission.

Dans un délai de deux mois, ne courant pas en juillet ni août, la commission transmet au Gouvernement un avis motivé sur :

1° le caractère nécessaire du remplacement de modes d'apprentissage eu égard à la mise en œuvre du projet pédagogique du pouvoir organisateur;

2° le respect de l'article 10.

Le Gouvernement transmet l'avis de la commission au pouvoir organisateur concerné par lettre recommandée à la poste. Le pouvoir organisateur dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de la commission pour faire valoir ses observations. Lorsque le pouvoir organisateur n'a pas notifié ses observations dans les délais requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des observations tardives.

Art. 13. Au terme de la procédure visée à l'article 12, le Gouvernement prend une décision motivée sur la demande de dérogation. Si celle-ci est accordée, en tout ou en partie, le Gouvernement soumet à la confirmation du Parlement la dérogation accordée, conformément à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 précité.

Si la dérogation est confirmée, elle est communiquée à la commission des programmes visée à l'article 17 du décret du 24 juillet 1997 précité à laquelle le pouvoir organisateur communique le programme qu'il veut appliquer en fonction des dérogations obtenues.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. - Projet de décret, n° 180-1. - Amendements de commission, n° 180. 2. Rapport, n° 180-3. - Amendements de séance, n° 180-4.

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 4 juillet 2001.

—
VERTALING

N. 2001 — 2311

[C — 2001/29327]

19 JULI 2001. — **Decreet tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bekrachtiging van de eindtermen*

Artikel 1. De in bijlage I gestelde eindtermen voor het Frans worden bekrachtigd overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art. 2. De in bijlage 2 gestelde eindtermen voor de wiskundige vorming worden bekrachtigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 3. De in bijlage 3 gestelde eindtermen voor wetenschappelijke oriëntatie-inleiding worden bekrachtigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 4. De in bijlage 4 gestelde eindtermen voor moderne talen worden bekrachtigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 5. De in bijlage 5 gestelde eindtermen voor lichamelijke opvoeding worden bekrachtigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 6. De in bijlage 6 gestelde eindtermen voor technologische vorming worden bekrachtigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 7. De in bijlage 7 gestelde eindtermen voor artistieke vorming worden bekrachtigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

Art. 8. De in bijlage 8 gestelde eindtermen voor de historische en geografische vorming bestaande uit de voorbereiding op het sociale en economische leven worden bekrachtigd overeenkomstig artikel 16 van hetzelfde decreet.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor beperkte afwijking*

Art. 9. Iedere inrichtende macht die onderwijs inricht dat wordt gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kan een aanvraag indienen om af te wijken van de leermethoden die staan omschreven in de eindtermen dewelke worden bekrachtigd in hoofdstuk I onder de voorwaarden en volgens de procedure zoals bepaald in dit hoofdstuk.

Art. 10. Geen enkele afwijking mag afbreuk doen aan de samenhang van het onderwijssysteem, zoals dit voortvloeit uit de uitvoering van de grondwettelijke onderwijsbeginselen.

Zij mag met name geen afbreuk doen aan de kwaliteit van het onderwijs, aan de basisinhoud of de gelijkwaardigheid van de diploma's of getuigschriften of nog de vrijheid beknotten van de ouders om hun kind het volgend schooljaar elders te laten school lopen.

Er mag geen afwijking worden toegestaan aan een inrichtende macht wiens project de in de Grondwet vermelde vrijheden en rechten alsook het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden alsmede het Kinderrechtenverdrag niet waarborgt.

Art. 11. § 1. In de afwijkingsaanvraag :

1° duidt de inrichtende macht de leermethoden aan die zijn beschreven in de eindtermen en waarvan zij vindt dat deze te beperkend zijn om haar voldoende ruimte te laten haar pedagogische project uit te voeren; hierbij verduidelijkt ze in welk opzicht iedere leer methode deze uitvoering belemmert;

2° beschrijft de inrichtende macht alternatieve leermethoden die men zou moeten toepassen;

3° verantwoordt de inrichtende macht op welke wijze de vervanging die zij doorvoert, strookt met de in artikel 10 gestelde voorwaarden.

§ 2. De afwijkingsaanvraag preciseert de exacte referenties van de gevraagde opheffingen en invoegingen. Een afschrift van het pedagogisch project wordt bij de aanvraag gevoegd.

De afwijkingsaanvraag en haar bijlagen worden, op straffe van onontvankelijkheid, per aangetekend schrijven ingediend bij de Regering, uiterlijk tien maanden voor de start van het schooljaar tijdens hetwelk deze van kracht moet zijn.

Art. 12. § 1. Er wordt een commissie opgericht die advies moet geven aan de Regering in verband met de afwijkingsaanvragen.

Deze commissie is samengesteld uit :

1° de directeur-generaal van het verplicht onderwijs of diens afgevaardigde, die de commissie voorzigt;

2° de ambtenaar-generaal die de leiding heeft over de algemene dienst van de Algemene Zaken, van het Onderzoek naar onderwijs en van het Stuurcomité tussen de verschillende netten;

3° vijf leden van de Inspectie, naar rato van een voor het kleuterniveau, twee voor het lager niveau en twee voor het secundair niveau, aangeduid door de Regering op voordracht van de Algemene Inspectie;

4° de voorzitter en de ondervoorzitter van de Algemene Raad voor het basisonderwijs, behalve als een ervan reeds lid is van de commissie in een andere hoedanigheid; in dit geval duidt de Algemene Raad iemand anders aan onder zijn leden;

5° de voorzitter en de ondervoorzitter van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, behalve als een ervan reeds lid is van de commissie in een andere hoedanigheid; in dit geval duidt deze Raad iemand anders aan onder zijn leden;

6° twee tot vier pedagogische experts van universiteiten of hogescholen aangesteld door de Regering;

7° twee regeringsvertegenwoordigers met raadgevende stem.

Het mandaat van de commissieleden is onbezoldigd.

De commissie wordt samengeroepen door de voorzitter. De oproepingsbrief vermeldt de agenda.

De commissie kan pas geldig beraden als de helft van haar leden aanwezig is. Het advies wordt uitgebracht bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Wat betreft de andere werkingswijzen, stelt de commissie haar huishoudelijk reglement op dat zij ter goedkeuring voorlegt aan de Regering.

§ 2. Zodra de Regering de afwijkingsaanvraag heeft ontvangen, stuurt zij deze samen met de bijlagen naar de commissie.

Binnen een termijn van twee maand, dewelke ophoudt te lopen tussen juli en augustus, bezorgt de commissie de regering een met redenen omkleed advies over :

1° het noodzakelijk karakter van de vervanging van de leermethoden, gezien de uitvoering van het pedagogisch project van de inrichtende macht;

2° de naleving van artikel 10.

De Regering verstuurt het advies van de commissie per aangetekend schrijven naar de betrokken inrichtende macht. De inrichtende macht beschikt over een maand vanaf de ontvangst van het advies van de commissie om haar bemerkingen te formuleren. Wanneer de inrichtende macht haar bemerkingen niet heeft geformuleerd binnen deze termijn, wordt de procedure voortgezet zonder dat rekening wordt gehouden met laattijdige bemerkingen.

Art. 13. Na afloop van de in artikel 12 bedoelde procedure neemt de Regering een met redenen omklede beslissing over de afwijkingsaanvraag. Als deze volledig of gedeeltelijk wordt toegestaan, legt de Regering deze toegestane afwijking ter bekrachtiging voor aan het Parlement, overeenkomstig artikel 16 van voormeld decreet van 24 juli 1997.

Als de afwijking wordt bekrachtigd, wordt deze bezorgd aan de programmacommissie zoals bedoeld in artikel 17 van voormeld decreet van 24 juli 1997 waaraan de inrichtende macht het programma voorlegt dat zij wil toepassen op grond van de verkregen afwijkingen.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2001.

Verkundigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de « ONE »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. - Ontwerpdecreet, nr. 180-1 - Amendementen in de commissie, nr. 180-2 - Verslag, nr. 180-3 - Amendementen in de zitting, nr. 180-4.

Integraal verslag. - Bespreking en stemming. Zitting van 4 juli 2001.

F. 2001 — 2312

[C – 2001/29326]

19 JUILLET 2001. — Décret portant création de nouvelles formations dans les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française à partir de l'année académique 2001-2002 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. - *De l'enseignement supérieur économique de type court*

Section 1^{re}. — De la section en comptabilité

Article 1^{er}. La section "comptabilité" est créée et classée dans l'enseignement supérieur économique de type court.

A l'intérieur de la section "comptabilité", quatre options sont créées : "gestion", "informatique", "fiscalité" et "banque et finance".

Le grade de gradué en comptabilité est conféré et le diplôme y afférent est délivré au terme de trois années d'études :

1° soit par une haute école organisée ou subventionnée par la Communauté française conformément aux dispositions du présent décret et du titre II du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles;

2° soit par un jury institué par le Gouvernement de la Communauté française, conformément à l'article 43 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles.

Art. 2. § 1^{er}. La grille horaire minimale des études conduisant au grade et au diplôme de gradué en comptabilité, option gestion ou option informatique ou option fiscalité ou option banque et finance comporte la formation commune suivante :

Intitulé	Heures
Economie	225
Correspondance, rapport et communication en langue française	60
Langues modernes	105
Droit	150
Mathématique et/ou statistiques appliquées	60
Traitement de l'information et informatique	90
Cours de la spécialité :	405
- comptabilité;	
- analyse des comptes annuels et contrôle;	
- gestion budgétaire	
Activités d'intégration professionnelle	345